



les manifestations sont organisées devant les hôtels du groupe Accor.

le 700 euros. Les salariés d'Accor touchent 1 220 euros par mois. Une différence de taille. « D'autant que nous, nous ne savons jamais à quelle heure nous allons finir », ajoute Mayant Faty. Certains jours, on leur donne 12 chambres à faire, certains autres 30. « Le problème, reprend-elle, c'est qu'en général, en quatre, cinq ou six heures, on ne peut effectuer autant de chambres qu'on nous le demande. Moi qui suis rapide, je nettoie une chambre en vingt minutes. Or, la cadence stipulée dans le contrat ne nous donne souvent que dix-huit minutes. » Un quart d'heure pour ouvrir les fenêtres, retirer les draps, les serviettes et les entasser sur le chariot, en remettre les propres en tirant le ou les lits, souvent très lourds, laver la salle de bain, carrelage et toilettes compris, changer le tapis de bain, le gobelet, le savon, le papier hygiénique, parfois le rideau de douche, et finir par l'aspirateur. « C'est la course. Pourtant, j'arrive souvent vers 18 heures, voire 19 heures 30, au lieu de 15 ou 16 heures. Surtout lorsqu'une des femmes est malade, car on doit faire son travail en plus du nôtre », explique Mayant Faty. Une journée complète sans pause déjeuner, puisqu'elle est à temps partiel. Et de prévenir, sans détour : « Moi, je me cache dans la chambre pour grigner. Car si la gouvernante nous voit, elle ne se gêne pas pour nous engueuler, nous menacer ou nous harceler toute la journée en nous demandant de revenir dans la chambre précédente. » Et quand elles finissent plus tôt, il n'est pas rare que la gouvernante leur donne des tâches à accomplir qui ne sont pas dans le contrat, selon Mayant Faty. Comme les plinthes, le contour des tableaux, la porte de la salle de bain... « Et pour toutes ces heures supplémentaires, reprend-elle, nous ne sommes pas payés ! » Selon le syndicat SUD, la direction relève chaque mois le nombre de chambres nettoyées par chaque salarié et divise le chiffre par celui de la cadence. Or, ce chiffre ne correspondrait pas au nombre d'heures réellement effectuées. « C'est un véritable système de travail à la tâche dissimulé », explique l'avocat Vincent Campion, l'avocat des grévistes. Si les femmes de chambre nettoient le

nombre de chambres demandé pour toucher l'intégralité de leur salaire, elles ne sont pas payées pour les heures supplémentaires qu'elles effectuent nécessairement. Si elles ne nettoient pas toutes les chambres qu'on leur donne à faire, afin de partir à l'heure, ce sont autant de chambres transformées en heures d'absence. » Ce qui, selon lui, leur enlèverait le tiers, voire la moitié de leur salaire, à peine supérieur au Smic.

Ce sont sur ces heures « d'absence » et sur les licenciements que les grévistes comptent gagner aux prud'hommes. Mais la liste de leurs récriminations est encore longue. Gnima Seydi, 43 ans, originaire du Sénégal, explique ainsi avoir signé un nouveau contrat, après ses trois ans de congé parental, parce que la direction disait ne pas avoir retrouvé l'ancien. Elle aurait alors perdu ses dix ans d'ancienneté ! Elle fait partie des grévistes licenciés, avec six enfants à charge. Certaines expliquent aussi que la prime de fin d'année dépend de la docilité dont on a fait montre. Quant à Kadiatou, une Malienne de 38 ans, employée depuis dix ans par Arcade grâce à sa carte de résidente, elle explique que ses 460 euros par mois – 760 les mois fastes – ne lui donnent plus le courage de surmonter ses douleurs aux genoux et au dos. « Les lits sont trop lourds. Je ne veux plus continuer comme ça. Je suis fatiguée », explique-t-elle. Ce que réclament ces femmes d'une même voix ? Leur dignité pour elles et pour tous les autres : aucune sanction pour les grévistes et une réintégration des huit licenciés, mais aussi une prime de fin d'année de 305 euros, des contrats à temps plein, un ralentissement de la cadence avec 2,5 à 3 chambres par heure. Autrement dit, des conditions de travail normales.

CLAIRE MARTIN

(1) Le groupe hôtelier est propriétaire des Sofitel, Etap, Ibis, Novotel, Formule 1, Parthenon, Mercure, Motel 6, Frantour, Atria...

(2) AC !, Droit devant !, le réseau Stop précarité, la CNT, la CGT dissidente, le comité de soutien contre Mac Donald's, le Collectif du droit des femmes, la Confédération paysanne, Attac et plusieurs associations locales.

« Les négriers du XX^e siècle »

Plusieurs associations soutiennent les grévistes d'Arcade.

Après quatre mois de conflit, les négociations entre la direction de l'entreprise de nettoyage Arcade et les grévistes sont toujours dans l'impasse. La médiation ordonnée par la justice en avril n'a rien donné. Et la procédure lancée aux prud'hommes n'aboutira qu'en novembre. D'ici là, seul un arrangement entre la direction et les salariés pourrait clore le conflit. Ce qui semble, pour le moment, peu probable.

« La direction nous a expliqué qu'Arcade n'était pas responsable des conditions de travail de ses salariés », relate Christian Chedouba, de SUD. « Elles seraient fixées, selon elle, par Accor, son donneur d'ordres. Du côté d'Accor, on estime que la responsabilité revient à Arcade. Et on promet de s'occuper du dossier... Foutaises, selon nous. Si Accor orchestre l'esclavage, Arcade le met en musique. Ils cherchent à gagner du temps, espérant que les grévistes jettent l'éponge. » Il faut dire, poursuit Vincent Campion, l'avocat des grévistes, que toutes les sociétés de nettoyage font la danse du ventre devant Accor pour obtenir des marchés. Ce sont donc les moins-disantes et les moins chères qui les obtiennent. »

Du côté de la direction, l'argument financier prime : « Répondre aux revendications des grévistes, qui représentent moins de 1 % de mes employés, reviendrait à augmenter la masse salariale de mon entreprise de 40 % », constate Guy Auneau, directeur financier et administratif d'Arcade. « C'est impossible. Si nous sommes les seuls à prendre cette initiative, quel sera notre avenir ? Je crois que faire une telle demande montre que nous ne vivons pas dans le même monde. » Apparemment pas... Car les grévistes sont déterminés à voir aboutir leurs revendications. « Ce qui nous apporte du courage aujourd'hui, ce sont les soutiens des associations et des collectifs qui n'ont jamais été aussi nombreux », explique tout sourire Mayant Faty, déléguée syndicale de SUD. Dès le début du conflit, le réseau Stop précarité, Droits devant !, AC !, le Collectif des droits des femmes, la Confédération paysanne et Attac se sont joints à la lutte.

« Qu'une grève se déclenche dans un groupe tel qu'Accor, à travers son entreprise sous-traitante Arcade, ne nous étonne pas, remarque Jean-Claude Amara, porte-parole de l'association Droits devant !. Nous nous sommes beaucoup mobilisés contre Accor, lorsque les Wagons-lits-Carlson-travel, une filiale du groupe, ont signé avec Charles Puzos, il y a dix ans, un contrat leur accordant le monopole des expul-

sions des sans-papiers hors de France. Nous appelons ce genre d'entreprises les négriers du XX^e siècle. Elles font leurs bénéfices sur le dos de la misère. Ce commerce risque de s'étendre de plus en plus. C'est pour cette raison que nous soutenons les grévistes. »

Quand à Stop précarité, un réseau né avec la grève du Mac Donald's parisien de Strasbourg-Saint-Denis, il les soutient parce que leur lutte est « emblématique », selon Evelyne Perrin, représentante du réseau. « La grève du Mac Donald's était emblématique parce qu'elle concernait des couches de population jeunes, forcées de travailler à des cadences infernales, en parallèle de leurs études, pour une rémunération



Mayant Faty, déléguée syndicale SUD.

faible », explique-t-elle. Celle des salariés d'Arcade est emblématique de la sous-traitance dans le nettoyage. Pour être compétitives, les entreprises ont importé des conditions de travail du tiers monde en France. Au sud de tout le monde, sans que personne ne bouge. À commencer par les syndicats majoritaires, la CGT en tête, qui ne défendent plus les salariés. Ils sont, de notoriété publique, corrompus par le patronat, qui leur a acheté la paix sociale. » Les délégués syndicaux majoritaires d'Arcade n'ont d'ailleurs pas souhaité donner leur avis sur la grève en cours. C'est dire si les chances d'une extension de la grève à d'autres syndicats, hormis la CNT et la CGT dissidente, qui soutiennent déjà la grève, sont minces. Sur le terrain, les grévistes continuent pourtant de manifester dans la rue, devant les hôtels situés rue de Vaugirard, à Noisy-le-Grand, près de la porte d'Orléans et dans le quartier de Montmartre, où ils travaillaient. Et Mayant Faty précise, enthousiaste : « De nombreuses personnes nous ont dit qu'elles ne mettraient plus les pieds dans ces hôtels. » Un nouveau mode de résistance ?

C. M.

Manifestation à Paris le 3 juillet à 14 h, départ rue Ordener, dans le XIII^e. Rens. : www.ras.eu.org/arcades ou SUD Propreté et services, 17 boulevard de la Libération, 93200 St-Denis. Tél. : 01 42 43 35 75.